

Grèce : femmes de ménage

Après onze mois d'un long et âpre combat, 595 femmes de ménage de la fonction publique sont devenues l'incarnation et le symbole de la résistance la plus farouche contre la politique de rigueur en Grèce.

Sonia Mitrailia (Femmes contre la Dette et les Mesures d'Austérité)



EUROKINISSI PHOTOPRESS AGENCY

cyclone de l'austérité. La destruction de l'Etat social et des services publics fait exploser leur vie : en tant qu'employées majoritaires dans la fonction publique et en tant qu'usagères principales des services publics, les femmes sont doublement affectées par les coupes en tous genres. Elles ont donc mille raisons de ne pas accepter la régression historique de leur condition de femmes, qui équivaldrait à un retour au XIX^e Siècle ! Certes, dans un premier temps, elles ne se démarquaient pas en tant que « sujet politique femmes », partageant les mêmes revendications et les mêmes formes de luttes avec les hommes dans les mouvements. Elles y étaient nombreuses, c'est tout. Mais, déjà dans la lutte pionnière

Les femmes se sont très vite distinguées par leurs formes de lutte et leur radicalité.

Manifestation des femmes de ménage en colère en Grèce.

Depuis le début des mesures d'austérités infligées par la Troïka, les femmes ont pris la rue en masse, et leur résistance présente une dynamique propre toute particulière et riche en leçons politiques. Durant ces quatre ans de politiques d'austérité qui ont transformé la Grèce en ruines sociales, économiques et surtout humaines, on a parlé très peu de la vie des femmes, et encore moins de leurs luttes contre les diktats de la Troïka. C'est donc avec surprise que l'opinion publique a accueilli cette lutte exemplaire menée entièrement par des femmes.

Leur détermination a été sans failles. Elles ont participé en masse aux 26 grèves générales. Dans le mouvement des Indigné(e)s, elles occupaient les places, elles campaient, manifestaient. Elles se sont mobilisées en première ligne pour l'occupation et l'autogestion de l'ERT (la Radio/TV grecque). Exemplaires, elles étaient

l'âme des assemblées des grévistes contre la « disponibilité », c'est-à-dire une période de préavis de huit mois avec 75% du salaire, suivie d'un licenciement. 25.000 fonctionnaires de l'Etat, en majorité des femmes, seront concernées par ce dégraissage des services publics. Elles constituent aussi l'écrasante majorité (95%) des volontaires du Mouvement de Solidarité et des dispensaires autogérés qui essaient de faire face à la crise sanitaire et humanitaire.

Femmes dans l'œil du cyclone

La participation massive des femmes aux mouvements de résistance contre la destruction de l'Etat social par les politiques de l'austérité n'est donc pas due au hasard. D'abord, la condition des femmes est dans l'œil du

contre l'extraction d'or dans la région de Skouries, à Chalkidiki au nord de la Grèce, s'opposant à la société canadienne multinationale *Eldorado*, les femmes se sont très vite distinguées par leurs formes de lutte et leur radicalité. La police anti-émeutes ne s'y trompait d'ailleurs pas, elle qui ciblait tout particulièrement les femmes, utilisant une répression féroce et sélective pour terroriser toute la population à travers elles, pour anéantir toute désobéissance et tout mouvement de résistance. Criminalisées, emprisonnées, elles ont subi des violences humiliantes, y compris sexuelles et spécifiques à leur corps et à leur genre !

Dans un second temps, les femmes ont exprimé des initiatives et formes de luttes propres à elles. Tout a com-

en lutte

mencé quand, pour imposer la partie la plus dure de son programme d'austérité et satisfaire les engagements à l'égard de ses créanciers, le gouvernement a ciblé en toute priorité les femmes de ménage du ministère des Finances, de l'administration fiscale et des douanes. Il les a placées dans le mécanisme de disponibilité depuis fin août 2013 déjà, ce qui s'est traduit par une réduction d'un quart de leur salaire de 550 euros pendant huit mois, suivi par leur licenciement définitif. Le gouvernement a suivi exactement la même stratégie qu'à Skouries. L'objectif : s'attaquer d'abord aux plus faibles et aux plus isolées – les femmes de ménage –, avant de faire passer au licenciement de 25.000 fonctionnaires publics !

Le gouvernement espérait pouvoir écraser comme des mouches ces travailleuses de « basse classe », touchant un salaire mensuel d'à peine 500 euros et, croyait-il, pas très intelligentes – d'où le slogan des femmes de ménage : « *Nous ne sommes pas des connasses, nous sommes des femmes de ménage.* »

Le but poursuivi était de privatiser le travail des femmes de ménage pour en faire cadeau aux entreprises privées de nettoyage. Ces sociétés mafieuses connues pour être des championnes de la fraude fiscale, réembauchent avec des salaires de 200 euros par mois, soit 2 euros par heure, avec assurance partielle, sans aucun droit du travail, ce qui équivaut à des conditions de semi-esclavage.

En lutte et créatives

Ces femmes âgées de 45 à 57 ans, souvent divorcées, veuves, endettées, ayant à leur charge des enfants, un mari et/ou des personnes handicapées, sans possibilité de toucher prématurément leur retraite, même après une carrière de plus de vingt

ans, et sans espoir de retrouver du boulot, ont décidé de résister. Elles ont pris leur vie en mains.

Une poignée de femmes a donc décidé de bousculer les formes habituelles de lutte des syndicats traditionnels. Quelques-unes ont pris l'initiative de s'organiser par et pour elles-mêmes, un noyau de femmes de ménage qui avaient déjà lutté – et gagné – dix ans plus tôt pour obtenir des contrats de longue durée. Elles ont tissé patiemment une toile d'araignée à l'échelle du pays...

Comme ces servantes du ministère des Finances ont été jetées dans la rue, elles ont décidé d'y ériger un mur humain avec leurs corps, devant l'entrée principale du ministère des Finances sur la Place de Syntagma, devant le Parlement, le lieu emblématique du pouvoir.

Ce n'est pas un hasard si ce sont des femmes qui ont fait naître des formes de lutte pleines d'imagination. Déconsidérées à cause de leur genre et de leur classe sociale, marginalisées par les syndicats et n'ayant point de liens avec les organisations traditionnelles de la gauche grecque, elles ont dû faire du bruit pour être audibles, elles ont dû se créer une image pour être visibles !

Aux grèves passives, aux journées d'action éphémères et inefficaces, elles ont substitué l'action directe et collective. Elles ont misé sur la non-violence, l'humour et le spectaculaire. Avec des couronnes d'épines sur la tête à Pâques, avec une corde passée autour du cou devant le siège du parti de la Nouvelle Démocratie, avec de

la musique et des danses, elles ont réclamé « *La réembauche pour toutes et tout de suite !* » De l'inédit en Grèce ! Elles ont occupé et bloqué l'accès au ministère et, surtout, elles ont pourchassé les membres de la Troïka qui voulaient s'y frayer un passage, les obligeant à prendre la fuite avec leurs gardes du corps. Elles ont affronté les unités spéciales de la police et se sont battues au corps à corps avec elles. Tous les jours, elles ont inventé de nouvelles actions, reprises par les médias, alertant toute la population.

Les statistiques se sont humanisées, ont acquis un visage, sont devenues des femmes en chair et en os.

En somme, elles ont brisé l'isolement. Et elles poursuivent inlassablement leur combat.

Celles qui, d'ordinaire, font l'objet de statistiques sans vie et sans âme, de chiffres record du chômage et de la pauvreté, bref, ces « abstractions », s'humanisent, acquièrent un visage, deviennent des femmes en chair et en os, avec une personnalité et une volonté politique propres. Elles s'appellent Litsa, Despina, Georgia, Fotini, Dimitra... Grâce à leur courage, leur persévérance, leur rage de vaincre, elles redonnent espoir à toutes les victimes de l'austérité.

Un combat emblématique

Mais les forces anti-émeutes brutalisent presque quotidiennement ces femmes, pour l'exemple, car leurs patrons craignent la contagion. Et c'est toute la Grèce qui assiste au triste spectacle de ces femmes souvent âgées qui, jour après jour, sont piétinées, maltraitées et blessées par des Rambos de la police qui ont l'âge de leurs fils. Et pourquoi ? Parce que c'est la Troïka elle-même qui veut les abattre, parce qu'elles sont un exemple que pourraient imiter tous les opprimés, parce qu'elles sont à la pointe de la contestation anti-austérité, non seulement en Grèce, mais partout en Europe. Parce que leur lutte peut devenir contagieuse.

Plus que jamais, le combat de ces 595 femmes de ménage héroïques est le nôtre. Ne les laissons pas seules. Elles se battent pour nous, battons-nous pour elles. Organisons la solidarité européenne et mondiale ! □

